



LA FEDERATION COMMUNIQUE

MAFIAVIANDE La colère monte chez les salariés

L'ampleur du scandale des plats cuisinés et autres lasagnes, étiquetés pur bœuf et contenant de la viande de cheval commence à révéler le niveau des dégâts de toutes dimensions et en premier lieu sur l'emploi. Ainsi 750 tonnes de viande de cheval ayant transité par de multiples intermédiaires se sont retrouvées dans 4,5 millions de barquettes et autres boîtes de conserves dans 13 pays de l'Union Européenne. Des tonnes de marchandises ont dû être retirées de la vente. Les consommateurs échaudés par un nouveau scandale boude les produits incriminés ou qui pourraient l'être. Cette situation pèse lourdement sur l'activité industrielle du secteur. Des centaines d'emplois sont menacés. L'avenir des certaines sociétés s'en trouve fragilisé. Certaines sont menacées de fermetures.

Encore une fois les salariés de Spanghero, de Fraisnor, de Nestlé, de William Saurin, vont payer l'incurie patronale et les stratégies de dumping social conduites à tous niveaux des filières viandes et de la transformation. Le Salon de l'Agriculture qui se déroule jusqu'au 3 mars est l'occasion pour les exploitants, le patronat de la branche, la grande distribution et le gouvernement de faire assaut de démagogie. Les dispositions qu'ils préconisent ne sont que poudre aux yeux. Elles ne sont pas de nature à régler les problèmes posés par ce nouveau scandale qui vient ternir une nouvelle fois la qualité des produits des secteurs agricoles et agroalimentaires.

L'Ania préconise un auto contrôle renforcé. Du grand n'importe quoi, digne de Jean René Buisson qui a fait ses classes, comme sabreur en chef de l'emploi. Les patrons seraient donc juge et partie pour décerner des brevets de responsabilité à leur propre production. Ce système existe actuellement et on peut juger où il nous conduit. Le patronat en veut encore plus. C'est pour faire toujours plus de profits au détriment des salariés, des consommateurs, de la sécurité sanitaire et alimentaire que le patronat a exigé et obtenu le démantèlement quasi-total des services de contrôles vétérinaires et de la DGCCRF (service de la fraude). L'Etat via la RGPP, a laissé des pans entiers des contrôles publics entre les mains des intérêts privés avec les conséquences que nous voyons aujourd'hui. Et Jean René Buisson, président de l'ANIA en redemande. Un véritable scandale qui aboutit à la mise en cause de nos savoir-faire et traditions nationales. Mais il s'agit aussi d'une opération idéologique qui vise à réduire à néant toutes les politiques publiques nationales.

Notre fédération soutient les agents de la DGCCRF qui luttent pour que le gouvernement leur donne enfin les moyens de leur mission au service des consommateurs et l'intérêt public. Elle soutient leur journée nationale d'action du 21 mars 2013.

Les trois principales enseignes de la grande distribution quant à elles ont déclarées qu'elles s'engageraient à privilégier la production de la viande française dans les produits élaborés, mise en rayons. C'est de la publicité gratuite. Leurs pratiques de bas salaires, de dumping social, de pression sur « les coûts du travail » se sont exacerbées ces dernières années avec la loi de modernisation de l'économie que leur a octroyée Sarkozy et qui leur donne un pouvoir exorbitant.

Pourtant le gouvernement aurait les moyens d'agir. Ce n'est pas seulement un problème d'étiquetage et de traçabilité. Cela ne suffira pas à régler les réseaux illicites qui prospèrent dans la filière des viandes, la mafiaviande qui domine.

La CGT revendique une maîtrise publique de la filière des viandes, des moyens accrus pour des services vétérinaires publics et la répression des fraudes. Elle demande l'abrogation de la loi LME, la remunicipalisation du secteur de l'abattage, qui a été privatisé et démantelé pour servir les intérêts mercantiles de l'ensemble des patrons de la filière, de s'extraire du carcan européen qui par le « libre marché » brise toutes mesures de protection nationale.

Les salariés du secteur sont en colère. Ils ont raison. Leurs luttes sont légitimes.

La CGT poursuivra son combat pour ses revendications et pour lutter contre la mafiaviande :

- la sauvegarde de tous les emplois et des outils industriels,
- des droits nouveaux pour le CHSCT,
- la maîtrise publique des filières viandes,
- la reconquête du marché intérieur, et de notre souveraineté alimentaire comme moyen de suppression des réseaux intermédiaires et douteux,
- la renationalisation maîtrisée de notre politique agricole et la définition d'orientations solidaires pour la politique agricole commune,
- l'agriculture et l'alimentation doivent être soustraites des logiques du tout profit et de l'agrobusiness.

Montreuil,
Le 26 février 2013